

# ASSOCIATION DES FEMMES AFRICAINES POUR LA RECHERCHE ET LE DEVELOPPEMENT - AFARD



## L'accès des filles à l'éducation secondaire et universitaire au Sénégal : enjeux et défis pour le Sénégal

*Présenté par Odile Ndoumbé FAYE*

*Secrétaire Exécutive de l'AFARD*

*A l'occasion de la 5<sup>ème</sup> quinzaine de l'égalité femmes-hommes de la région Rhône-Alpes*

*Lyon 5 octobre 2015*

L'Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement (AFARD) voudrait, par ma voix, remercier sincèrement Regards de Femmes et à travers lui, Michèle Vianès de l'avoir invitée à cette 5<sup>ème</sup> quinzaine de l'égalité femmes-hommes de la région Rhône-Alpes consacré au thème : « **Scolarisation des filles : Pour lever les obstacles dans le monde et même en France** »

Thème ne pouvait être mieux choisi pour cette cinquième quinzaine qui se place surtout dans un contexte de crise scolaire et de remise en cause permanente du système éducatif proposé dans nos pays. La troisième conférence sur le financement du développement de juillet 2015 et la 70<sup>e</sup> Assemblée Générale des Nations

Unies de septembre 2015 consacrée aux objectifs de développement durable, ont montré à tout point de vue que le monde avait besoin d'un développement cohérent et inclusif, afin que personne ne soit laissée en rade. Autrement dit, dans le secteur de l'éducation, les Etats doivent définir des politiques holistiques capables de porter les changements attendus en termes de capital humain.

Le Sénégal, s'est mis dans la trajectoire de l'émergence en mettant en place un plan Sénégal émergent qui devient le cadre de référence du pays jusqu'en 2035. Trois piliers sont définis comme forces motrices qui vont propulser le Sénégal sur la voie de l'émergence : le changement structurel de son économie, le développement du capital humain et l'axe gouvernance, paix et sécurité.

Le thème que vous proposez est d'un intérêt particulier pour nous car il permet non seulement de montrer que l'éducation est un facteur de transformation économique mais également de transformation politique et sociale dans nos pays car, en définitive, l'accès à l'éducation et au savoir est source de pouvoir et d'égalité.

En posant le débat sur la scolarisation des filles dans le contexte d'un débat sur l'égalité femmes hommes, vous montrez ainsi que cette préoccupation ne saurait être une simple revendication féministe liée à une certaine évolution des mentalités, mais plutôt un objectif stratégique que le monde doit atteindre pour gagner le pari du développement.

Cela appelle donc à un réel débat pour analyser les différents obstacles qui freinent la remise en cause profonde des pratiques et idéologies qui perpétuent les inégalités de genre dans l'éducation.

Pour aborder la question, nous allons d'une part faire un état des lieux de l'accès des filles à l'éducation secondaire et universitaire au Sénégal et d'autre part, formuler des recommandations inspirées des différentes approches et analyses suscitées par l'Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement (AFARD) depuis sa création en 1977.

## **Etats des lieux des disparités dans l'accès à l'éducation des filles dans les cycles secondaire et universitaire sénégalais**

Le Sénégal, comme tous les autres pays, évolue aujourd'hui dans un contexte de crise économique mondiale qui ne laisse aucun répit aux pays à économie faible. En effet, les efforts en matière d'éducation fournis par les pays africains pour réduire les écarts et les inégalités sont en train d'être annihilés par une crise dont toutes les conséquences et les contours sont encore difficiles à cerner.

Comme le prévenait Kelvin Watkins, Directeur du Rapport Mondial de suivi de l'éducation pour tous de 2009 de l'UNESCO, la baisse de croissance en 2009 devait coûter aux 390 millions de personnes d'Afrique sub-saharienne vivant dans une pauvreté extrême, 18 milliards de dollars soit 46 dollars par personne. De tels chiffres, dira-t-il devaient « se traduire dans les régions qui enregistrent des progrès en matière de réduction de la pauvreté par une pause inquiétante ».

La crise économique met aussi en exergue une crise idéologique où différentes valeurs coexistent et impriment leur pouvoir ou leur influence sur la marche de l'éducation.

Selon le Rapport Mondial de Suivi EPT (Education Pour Tous) 2013-2014 publié par l'UNESCO, le Sénégal a fait des progrès remarquables en matière de réalisation de l'enseignement primaire grâce à un taux d'achèvement du primaire qui passe de 60% en 2010 à 63% en 2011 et au taux net de scolarisation des filles dont les prévisions de 2015 sont estimées à 80%. Le Sénégal a aussi atteint le taux de parité dans le primaire car quand 100 garçons terminent le cycle primaire, 104 filles le terminent. Cependant, le rapport informe que le Sénégal n'atteindra pas l'enseignement primaire universel avant 2070.

En termes de transition entre le primaire et le secondaire, on constate d'énormes écarts ou déperditions surtout au niveau des filles. Les résultats varient selon que l'on soit en milieu urbain ou rural, issu de famille riche ou pauvre, selon les ethnies et selon la distribution des infrastructures scolaires et l'environnement de l'école.

En effet, dans une zone comme Kédougou on constate que sur 45% de filles qui terminent le primaire, seuls 28% vont au lycée. Les raisons de cette déperdition sont multiples.

## **Les mariages et grossesses précoces**

L'obstacle majeur au maintien des filles à l'école est le poids de la tradition, des croyances traditionnelles et des religions dans les perceptions et représentation des rôles et statut des filles et des garçons dans la société. En effet dans beaucoup de groupes ethniques sénégalais le rôle de la femme est de perpétuer les valeurs de la communauté à travers l'éducation des enfants, ses rapports avec son époux, sa belle famille et sa communauté. La femme doit ainsi jouer un rôle d'éducatrice sociale, de gardienne des valeurs et de pourvoyeuse des certains besoins de la communauté notamment dans les travaux de soins non rémunérés.

Si des efforts sont faits pour l'achèvement du primaire pour les filles, on note qu'une fois le passage du primaire au secondaire, et vers l'Université, le taux d'abandon scolaire devient important du fait des pressions familiales, poussant ainsi les filles à choisir des formations de courtes durées pour leur permettre d'assurer leur « rôle traditionnel à un âge socialement acceptable ».

## **L'influence des religions et de la culture dans l'accès et le maintien des filles à l'école**

La prégnance de la religion et des cultures dans la définition des rôles et statut des filles et des femmes dans la société explique ainsi le refus des parents ou de la famille à maintenir les filles à l'école. Le corps, l'identité et les choix des femmes deviennent ainsi le point de focalisation de ce conflit latent entre modernité et relativisme culturel.

L'opposition de l'installation d'écoles formelles à Touba, même si la mesure ne vise pas particulièrement les filles, a plus d'impacts sur elles. On voit donc que les rapports de forces en présence ne permettent pas de garantir une éducation universelle et le maintien surtout des filles dans l'éducation dans le court et moyen terme.

Le cas de Touba, où l'école moderne est interdite car étant un héritage du colonisateur en est un témoignage éloquent. Les enfants sont envoyés dans les daaras qui se focalisent plus sur l'apprentissage de la religion musulmane.

L'ouvrage de Mously diakhaté, députée à l'Assemblée intitulé du « Daara<sup>1</sup> à l'Assemblée » fait en quelque sorte l'apologie des Daaras comme espaces d'apprentissage pouvant déboucher à la réussite sociale. C'est donc un modèle social de réussite qui y est ainsi relaté, en dehors de l'école moderne pour démontrer que les filles n'ont pas besoin d'aller à l'école pour réussir.

Il est aussi fréquent de voir que le modèle ou le héros, proposé par les média, n'est plus l'intellectuel, le savant, le chercheur mais plutôt le lutteur, la chanteuse et le politicien. Ces images défient le système éducatif formel et tentent de montrer qu'il existe des raccourcis pour réussir dans la vie en dehors de l'école. .

## **La pauvreté des ménages -**

Le Sénégal consacre 41,1% de son budget soit le double de ce que recommande le FTI et près du double de la moyenne de l'Afrique Subsaharienne. L'enseignement supérieur reste cependant favorisé dans l'allocation des ressources.

Malgré ces efforts, les couts de la scolarisation sont toujours très élevés pour les familles. L'école publique est gratuite mais cela masque les dépenses lourdes que supportent les ménages. Elles tournent, pour l'essentiel, dans l'achat de fournitures scolaires, la contribution aux frais d'entretien de l'école, les cotisations de parents d'élèves, etc. La suppression des cantines scolaires et la disparition des internats ont beaucoup impacté sur l'assiduité des élèves et leur maintien à l'école.

Les familles en difficultés ont tendance à retirer prématurément les filles de l'école car cela devient finalement un luxe pour elles.

## **Activités productives et domestiques**

Les filles qui sont retirées de l'école ont tendance à aller chercher un emploi de domestiques de maison ou à aider la famille dans les travaux ménagers. Les familles raisonnent parfois en termes de couts d'opportunités

---

<sup>1</sup> Ecole coranique

et encouragent l'implication des filles dans les activités productives rémunérées. Une étude menée par le Professeur Abdoulaye Diagne chercheur au CRES, en 2012, a montré qu'entre 2001 et 2005, le travail des enfants a pu produire en valeur constante plus de 2 milliards de francs CFA par année. On comprend aisément que dans ces conditions, il est difficile de convaincre les familles de garder les élèves à l'école, et surtout les filles.

## **Eloignement des infrastructures écoles comme facteur répulsif du maintien des filles et la discontinuité de l'offre de formation**

Quand l'école est loin de l'environnement de l'élève, les familles ont tendance à retirer les filles pour éviter le risque de violences sur le chemin ou dans l'école même, loin de leur vigilance.

Toujours pour le professeur Diagne, le taux de transfert des filles entre l'école primaire et le secondaire est faible à cause des distances des écoles. 60% des élèves des CEM, font plus d'une heure de marche pour rejoindre leurs écoles.

L'aire de recrutement officiel qui correspond, en milieu rural, à un rayon de 5 km autour de l'école apparaît donc excessif et décourage aussi bien les enfants que les parents d'élèves.

Dans plusieurs régions du Sénégal, on note une dispersion de l'offre de structures de formation (cycles incomplets) notamment à Tambacounda, Kaffrine, Kédougou, Diourbel, Louga et Matam. Les familles, ne pouvant ni faire face aux frais de vie et frais scolaires dans les villes où elles sont orientés et ne pouvant plus avoir de maîtrise sur l'éducation de leurs filles, préfèrent tout bonnement les « donner en mariage » ou leur trouver un travail à défaut de les garder à la maison.

## **Accès et maintien des filles dans l'Enseignement Supérieur,**

Au Sénégal, les inégalités sont aujourd'hui encore criantes au niveau de l'enseignement supérieur. On note cependant que les études consacrées à l'Enseignement Supérieur intègrent de plus en plus la notion de genre et tentent d'y apporter des réponses. Parmi ces études, on peut mentionner celles du Pôle de Dakar implanté au sein de l'UNESCO-BREDA en 2008 et qui a travaillé sur les « Réformes de l'Enseignement Supérieur en Afrique : éléments de cadrage » en examinant le genre sous l'angle des effectifs<sup>2</sup>. Selon cette source, en 2006, à l'échelle du continent, les filles scolarisées représentaient en moyenne 37% de l'ensemble des effectifs d'étudiants du supérieur, proportion qui varie d'un pays à un autre. Au Sénégal, bien qu'encore faible, la représentativité des filles dans l'enseignement supérieur a beaucoup augmenté au cours des 15 dernières années, du fait notamment de l'expansion des scolarisations aux différents niveaux d'enseignement et de la naissance d'Universités privées (entre autres). Entre 2006/07 et 2010/11<sup>3</sup> on note, pour la cohorte 2010/2011, 22 680 étudiantes contre 45 231 étudiants, soit respectivement 33,40% de filles contre 66,60% de garçons.

Ces effectifs traduisent le niveau encore faible mais progressif de la présence des filles dans les universités sénégalaises. Pourtant, l'adoption de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR), comme nouveau paradigme, a été conçu pour aider à assurer l'efficacité et l'efficience du système éducatif, au regard des importantes ressources financières absorbées (plus de 40 % du budget du Sénégal)<sup>4</sup>. Malgré tous les efforts consentis par la communauté éducative nationale, par le gouvernement du Sénégal et ses partenaires techniques, financiers et sociaux ainsi que la généralisation des bourses, la construction d'espaces pédagogique et de centres d'œuvres universitaires, la création de centres universitaires régionaux, le système universitaire sénégalais montre les signes d'un essoufflement et semble avoir atteint ses limites objectives surtout à l'Université Cheikh Anta Diop qui concentre plus de la majorité des étudiants sénégalais. En effet, le faible niveau d'accès des filles à l'Université, l'insuffisance dans la diversification du système d'enseignement supérieur non universitaire, le faible taux de femmes engagées dans la recherche développement noté à travers le nombre de femmes ingénieurs, de publications et de brevet d'invention réalisés par les chercheuses femmes témoignent du retard accusé dans ce domaine.

---

<sup>2</sup> [http://www.poledakar.org/IMG/pdf/Papier\\_CRESA\\_Pole.pdf](http://www.poledakar.org/IMG/pdf/Papier_CRESA_Pole.pdf)

<sup>3</sup> Source : UCAD, Rectorat, Direction de l'Enseignement et de la Réforme (Mai 2011).

<sup>4</sup> Source : Préface RNSE/MEEMSLN, 2010. Cependant, il y a lieu de préciser que c'est un budget hors services de la dette et hors dépenses communes.

Les conditions de vie à Dakar, couplées aux conditions de vie à l'Université (absence de chambres pour les filles, problèmes des co-locations, manque de moyens suffisants pour subvenir aux besoins de base) poussent parfois les filles à renoncer à l'université ou à s'adonner à des métiers bannis par la morale.

## **De la nécessité de valoriser le capital humain par l'éducation, le savoir et l'emploi pour lutter contre la pauvreté en Afrique**

Les femmes constituent plus de 50,2% de la population totale du Sénégal. Leur accès limité à l'éducation prive ainsi tout un pays de la contribution de toutes ses ressources humaines.

C'est pourquoi, l'AFARD, à travers les recherches féministes réalisées sur l'Afrique a toujours, sur la base d'une analyse rigoureuse et scientifique, montré que le développement du continent passe aussi et inéluctablement par les femmes. De ce fait, elle prône un changement de mentalités et de comportement et des choix politiques hardis et inclusifs pour que le développement devienne une réalité. La lutte contre la famine, la malnutrition, la pauvreté passe aussi pour une valorisation des ressources humaines femmes à travers leur accès à l'éducation et au savoir pour faire d'elles des actrices de leur propre développement. C'est pour toutes ces raisons que l'AFARD pense, que malgré ce tableau sombre de l'éducation des filles, qui est la mère de tous les maux, l'espoir est permis et il est toujours possible d'agir pour que personne ne soit laissé en rade comme le souligne les Objectifs de Développement Durable. Pour ce faire, il faut :

- Harmoniser les lois supranationales et lois nationales pour une effectivité de l'égal accès des filles et des garçons à l'éducation. Des dispositions doivent être prises pour contraindre les Etats à mettre en œuvre les conventions ratifiées.
- Lutter contre l'instrumentalisation du genre à travers un ancrage systématique des programmes et projets du PSE aux conventions internationales, régionales et sous régionales ainsi qu'aux engagements nationaux sur l'égalité de genre et l'éducation des filles.
- Renforcer les cellules genre du Ministère de l'Education et du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique du Sénégal en les positionnant dans des espaces d'influence et de prise de décision pour éviter l'affaissement des ambitions en matière d'accès et de maintien des filles dans l'éducation, à chaque remaniement ministériel ou changement de régime.

## **Bibliographie**

ACADEMIE AFRICAINE DE SCIENCE. Nairobi. – La participation des Femmes à l'Education en Afrique Subsaharienne : profils statistiques. – Paris : Divisions de la statistique de l'UNESCO, 1995. – 97 p.

ASSIE-LUMUMBA, N'drie Thérèse. – Education de la population féminine et pouvoir des Femmes en Afrique : comment rompre le cercle vicieux ?. – Dakar : CODESRIA, 1991. – 42p.

Annuaire statistique 2009 de l'Afrique/ co-publié par le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Union Africaine (UA) et la Commission Economique pour l'Afrique. – 389 p.

CORNET, Anne, ed. – GRH et Genre : les défis de l'égalité hommes-femmes.

DIAGNE Abdoulaye. – Le Sénégal face aux défis de l'Education : enjeux et perspectives pour le XXI<sup>e</sup> siècle. – CRES - Karthala, 2012

ERINOSHO, Stella Yemisi. – Girls and Science Education in Nigeria. – Abeokuta : Ango International Publishing, 1994. – 49p.

HIMMELSTRAND, Ulf ; KINJANJUI, Kabiru ; MBURUGU, Edward, ed. – African perspectives on development. – London : James Currey Ltd, 1994. – 342p.

IMAM, Ayesha M. ; MAMA, Amina. – The role of academic in limiting and expanding academic freedom/symposium on academic freedom research and the social responsibility of the intellectual in Africa. – Dakar : CODESRIA, 1990. – 50 p.

IMAM, Ayesha M. ; MAMA, Amina ; SOW, Fatou. – Sexe, genre et société : engendrer les sciences sociales africaines. – Dakar : CODESRIA. – 461 p.

PNUD. - Rapport sur le Développement humain dans le Monde 2008 et 2009.

SALL, Ebrima, ed. – Women in Academia : Gender in academic Freedom in Africa. – Dakar : CODESRIA, 2000. – 154 p.

ONU Femmes. Bureau Afrique de l'Ouest et du Centre. - Etude sur le mécanisme national genre du Sénégal. – Dakar : 2015.

UNESCO. Bureau Régional pour l'Education en Afrique. Dakar. – Enseignement supérieur en Afrique : réalisations, défis et perspectives. – Dakar : UNESCO, 1998. – 693 p.